

Thèses sur l'action communiste dans le mouvement syndical

I. Situation du mouvement syndical

1. Au cours de ces deux dernières années, marquées par l'offensive universelle du capital, le mouvement syndical s'est sensiblement affaibli dans tous les pays. Sauf de rares exceptions (Allemagne, Autriche), les syndicats ont perdu un grand nombre de leurs membres. Ce recul s'explique à la fois par les vastes offensives de la bourgeoisie et par l'impuissance des syndicats réformistes, non seulement à résoudre la question sociale, mais même à résister sérieusement à l'attaque capitaliste et à défendre les intérêts les plus élémentaires des masses ouvrières.

2. Devant cette offensive capitaliste d'une part et cette collaboration de classe persistante d'autre part, les masses ouvrières sont de plus en plus désabusées. De là, non seulement leurs tentatives pour créer des groupements nouveaux, mais encore la dispersion d'un grand nombre d'ouvriers conscients qui quittent leurs organisations. Le syndicat a cessé d'être pour beaucoup un foyer d'agitation, parce qu'il n'a pas su et dans bien des cas il n'a pas voulu arrêter l'offensive du capital et maintenir les positions acquises. La stérilité du réformisme s'est manifestée avec évidence dans la pratique.

3. Le mouvement syndical porte, dans tous les pays, un caractère d'instabilité foncière ; des groupes assez nombreux d'ouvriers ne cessent de s'en détacher, tandis que les réformistes continuent assidûment leur politique de collaboration de classes, sous prétexte « d'utiliser le capital au profit des ouvriers ». En fait, le capital a continué d'utiliser dans ses intérêts les organisations organisations en les rendant complices de l'abaissement du niveau d'existence des masses. La période écoulée a surtout renforcé les liens qui existaient déjà entre les gouvernements et les meneurs réformistes, de même que la subordination des intérêts de la classe ouvrière à ceux de ses dirigeants.

II. L'offensive d'Amsterdam contre les syndicats révolutionnaires

4. Au moment même où ils cédaient sur toute la ligne à la pression bourgeoise, les chefs réformistes engageaient leur offensive contre les ouvriers révolutionnaires.

Voyant que leur mauvaise volonté à organiser la résistance contre le capital avait provoqué une fermentation profonde dans les masses ouvrières, et résolu à nettoyer les organisations de la contagion révolutionnaire, ils entreprirent contre le mouvement syndical révolutionnaire une offensive en règle tendant à désagréger et à démoraliser la minorité révolutionnaire par tous les moyens en leur pouvoir, et à faciliter la consolidation de la domination de classe ébranlée de la bourgeoisie.

5. Pour conserver leur autorité, les dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam n'hésitent pas à exclure, non seulement des individus et de petits groupes, mais des organisations entières ; pour rien au monde les gens d'Amsterdam ne veulent rester en minorité et, en cas de menace des éléments révolutionnaires, partisans de l'Internationale Syndicale Rouge, et de l'Internationale Communiste, ils sont décidés à provoquer la scission, pourvu qu'ils puissent ainsi conserver leur mainmise sur l'appareil administratif et les ressources matérielles.

Ainsi ont fait les chefs de la C.G.T. française ; sur la même voie sont engagés les réformistes de Tchécoslovaquie et les meneurs de la Confédération Nationale des Syndicats allemands. Les intérêts de la bourgeoisie exigent la scission du mouvement syndical.

6. En même temps que l'offensive réformiste se déclenchait dans les différents pays, la même offensive se déclenchait dans le monde entier : les Fédérations internationales adhérant à Amsterdam excluaient systématiquement ou refusaient d'admettre les Fédérations nationales révolutionnaires correspondantes. Ainsi les congrès internationaux du sous-sol, du textile, des employés, des cuirs et peaux, des travailleurs sur bois, du bâtiment et des P.T.T. ont refusé d'admettre les syndicats russes et les autres syndicats révolutionnaires parce que ces derniers appartiennent à l'Internationale Syndicale Rouge.

7. Cette campagne des gens d'Amsterdam contre les syndicats révolutionnaires est une expression de la campagne du capital international contre la classe ouvrière. Elle poursuit les mêmes buts : consolider le système capitaliste sur la misère des masses laborieuses. Le réformisme pressent sa fin prochaine ; il veut, à l'aide des exclusions et de la scission des éléments les plus combattifs, affaiblir au maximum la classe ouvrière pour la rendre incapable de mettre la main sur le pouvoir et les moyens de production et d'échange.

III. Les anarchistes et les communistes

8. En même temps, une « offensive » toute semblable à celle d'Amsterdam était lancée par l'aile anarchiste du mouvement ouvrier contre l'Internationale Communiste, les Partis Communistes et les noyaux communistes des syndicats. Un certain nombre d'organisations anarcho-syndicalistes se déclarèrent ouvertement hostiles à l'Internationale Communiste et à la Révolution russe, en dépit de leur adhésion solennelle à l'Internationale Communiste en 1920 et de leurs Adresses de sympathie au prolétariat russe et à la Révolution d'Octobre.

Ainsi, les syndicats italiens, les localistes allemands, les anarcho-syndicalistes de France, de Hollande et de Suède.

9. Au nom de l'autonomie syndicale, certaines organisations syndicalistes (Secrétariat Ouvrier National de Hollande, I.W.W., Union syndicale Italienne, etc.) excluent les partisans de l'Internationale Syndicale Rouge en général et les communistes en particulier. Ainsi la devise d'autonomie, après avoir été archi révolutionnaire, est devenue anticommuniste, c'est-à-dire contre-révolutionnaire et coïncide avec celle d'Amsterdam qui fait la même politique sous le drapeau de l'indépendance, bien que ce ne soit un secret pour personne qu'elle dépend entièrement de la bourgeoisie nationale et internationale.

10. L'action des anarchistes contre l'Internationale Communiste, l'Internationale Syndicale Rouge et la Révolution russe a apporté la décomposition et la scission dans leurs propres rangs. Les meilleurs éléments ouvriers sont intervenus contre cette idéologie. L'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme se sont scindés en plusieurs groupes et tendances qui mènent une lutte acharnée pour ou contre l'I.S.R., pour ou contre la dictature prolétarienne, pour ou contre la Révolution russe.

IV. Neutralisme et autonomie

11. L'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat se reflète dans la théorie de la neutralité, sur laquelle les syndicats devraient se proposer exclusivement des buts corporatifs, étroitement économiques et non point des visées de classe. Le neutralisme a toujours été une doctrine purement bourgeoise contre laquelle le marxisme révolutionnaire mène une lutte à mort. Les syndicats qui ne se posent aucun but de classe, c'est-à-dire ne visent pas au renversement du système capitaliste, sont, en dépit de leur composition prolétarienne, les meilleurs défenseurs de l'ordre et du régime bourgeois.

12. Cette période du neutralisme a toujours été favorisée par cet argument que les syndicats ouvriers doivent s'intéresser aux seules questions économiques sans se mêler de politique. La bourgeoisie a toujours tendance à séparer la politique de l'économie, comprenant parfaitement que, si elle réussit à insérer la classe ouvrière dans le cadre corporatif, aucun danger sérieux ne menace son hégémonie.

13. Cette même démarcation entre économie et politique est tracée aussi par les éléments anarchistes du mouvement syndical, pour détourner le mouvement ouvrier de la voie politique, sous prétexte que toute politique est dirigée contre les travailleurs. Cette théorie, purement bourgeoise au fond, est présentée aux ouvriers comme celle de l'autonomie syndicale, et l'on comprend cette dernière comme une opposition des syndicats au Parti Communiste et une déclaration de guerre au mouvement ouvrier communiste.

14. Cette lutte contre « la politique et le parti politique de la classe ouvrière », provoque un rétrécissement du mouvement ouvrier et des organisations ouvrières, de même qu'une campagne contre le communisme, conscience concentrée de la classe ouvrière. L'autonomie sous toutes ses formes, qu'elle soit anarchiste ou anarcho-syndicaliste, est une doctrine anticommuniste et la résistance la plus décidée doit lui être opposée ; le mieux qu'il puisse en résulter, c'est une autonomie par rapport au communisme et un antagonisme entre syndicats et partis communistes ; sinon c'est une lutte acharnée des syndicats contre le parti communiste, le communisme et la révolution sociale.

La théorie de l'autonomie, telle qu'elle est exposée par les anarcho-syndicalistes français, italiens et espagnols, est en somme le cri de guerre de l'anarchisme contre le communisme. Les communistes doivent mener à l'intérieur des syndicats une campagne décisive contre cette manœuvre de faire passer en contrebande, sous le pavillon de l'autonomie, la camelote anarchiste et pour diviser le mouvement ouvrier en segments hostiles les uns aux autres, pour ralentir ou entraver le triomphe de la classe ouvrière.

V. Syndicalisme et communisme

16. Les anarcho-syndicalistes confondent syndicats et syndicalisme en faisant passer leur parti anarcho-syndicaliste pour la seule organisation réellement révolutionnaire et capable de mener à terme l'action de classe du prolétariat. Le syndicalisme, qui constitue un immense progrès sur le trade-unionisme, présente cependant de nombreux défauts et côtés malfaisants, auxquels il faut résister de la façon la plus ferme.

17. Les communistes ne peuvent ni ne doivent au nom de principes abstraits anarcho-syndicalistes abandonner leur droit à organiser des « noyaux » au sein des syndicats, quelle que puisse être l'orientation de ces derniers. Ce droit, personne ne peut le leur enlever. Il va de soi que les communistes militant au sein des syndicats sauront coordonner leur action avec ceux d'entre les syndicats qui y ont pris acte de l'expérience de la guerre et de la révolution.

18. Les communistes doivent se charger de l'initiative de créer dans les syndicats un bloc avec les ouvriers révolutionnaires d'autres tendances. Les plus proches du communisme sont les « syndicalistes communistes », qui reconnaissent la nécessité de la dictature prolétarienne et défendent contre les anarcho-syndicalistes le principe de l'Etat ouvrier. Mais la coordination des actions suppose une organisation des communistes. Une action isolée et individuelle des communistes ne saurait se coordonner avec qui que ce soit, parce qu'elle ne présenterait aucune force sérieuse.

19. Tout en réalisant de la façon la plus énergique et la plus conséquente leurs principes, tout en combattant les théories anticommunistes d'autonomie et la séparation de la politique et de l'économie, idée anarchiste extrêmement nuisible au progrès révolutionnaire de la classe ouvrière, les communistes doivent, à l'intérieur des syndicats de toutes tendances, s'efforcer de coordonner leur action dans la lutte pratique contre le réformisme et le verbalisme anarcho-syndicaliste avec tous les éléments révolutionnaires qui sont pour le renversement du capitalisme et pour la dictature du prolétariat.

20. Dans les pays où existent des organisations importantes syndicalistes-révolutionnaires (France) et où sous l'influence de toute une série de causes historiques, la méfiance à l'égard des partis politiques persiste dans certaines couches d'ouvriers révolutionnaires, les communistes élaborent sur place, d'accord avec les syndicalistes, conformément aux particularités du pays et du mouvement ouvrier en cause, les formes et méthodes de lutte commune et de collaboration dans toutes les actions défensives et offensives contre le capital.

VI. La lutte pour l'unité syndicale

21. Le mot d'ordre de l'Internationale Communiste (contre la scission syndicale) doit être appliqué aussi énergiquement que par le passé, malgré les furieuses persécutions auxquelles les réformistes de tous les pays soumettent les communistes. Les réformistes veulent prolonger la scission à l'aide des exclusions. chassant systématiquement les meilleurs éléments des syndicats, ils espèrent faire perdre le sang-froid aux communistes, les faire sortir des syndicats et leur faire abandonner le plan profondément réfléchi de la conquête des syndicats du dedans en se prononçant pour la scission. Mais les réformistes ne pourront pas arriver à ce résultat.

22. La scission du mouvement syndical, surtout dans les conditions actuelles, représente le plus grand danger pour le mouvement ouvrier dans son entier. La scission dans les syndicats ouvriers rejeterait la classe ouvrière à plusieurs années en arrière, car la bourgeoisie pourrait alors reprendre facilement les conquêtes les plus élémentaires des ouvriers. Coûte que coûte, les communistes doivent empêcher la scission syndicale. Par tous les moyens, par toutes les forces de leur organisation, ils doivent mettre obstacle à la criminelle légèreté avec laquelle les réformistes brisent l'unité syndicale.

23. Dans les pays où deux centrales syndicales nationales existent parallèlement (Espagne, France, Tchécoslovaquie, etc.) les communistes doivent lutter systématiquement pour la fusion des organisations parallèles. Etant donné ce but de la fusion des syndicats actuellement scindés, il n'est pas rationnel d'arracher les communistes isolés et les ouvriers révolutionnaires des

syndicats réformistes, en les transférant dans les syndicats révolutionnaires. Pas un syndicat réformiste ne doit rester dépourvu du ferment communiste. Un travail actif des communistes dans les deux syndicats est une condition du rétablissement de l'unité détruite.

24. La sauvegarde de l'unité syndicale, ainsi que le rétablissement de l'unité détruite, ne sont possibles que si les communistes mettent en avant un programme pratique pour chaque pays et pour chaque branche d'industrie ; sur le terrain d'un travail pratique, d'une lutte pratique, on peut grouper les éléments dispersés du mouvement ouvrier et créer, dans le cas d'une scission syndicale, les conditions propres à assurer leur unification organique. Chaque communiste doit avoir en vue que la scission syndicale est non seulement une menace pour les conquêtes immédiates de la classe ouvrière, mais encore une menace pour la révolution sociale. Les tentatives des réformistes de scinder les syndicats doivent être étouffées radicalement ; or, cela ne peut être atteint qu'à l'aide d'un travail énergique d'organisation et un travail politique dans les masses ouvrières.

VII. La lutte contre l'exclusion des communistes

25. L'exclusion des communistes a pour but de désorganiser le mouvement révolutionnaire en isolant les dirigeants des masses ouvrières ; aussi, les communistes ne peuvent pas se borner aux formes et méthodes de lutte mises en vigueur par eux jusqu'à l'heure actuelle. Le mouvement syndical mondial est arrivé à son moment le plus critique. La volonté scissionniste des réformistes s'est exacerbée, tandis que notre volonté de sauvegarder l'unité syndicale est attestée par des faits nombreux, et les communistes doivent montrer à l'avenir, également pratiquement, la valeur qu'ils attachent à l'unité du mouvement syndical.

26. Plus la ligne scissionniste de nos ennemis devient évidente et plus il faut montrer de vigueur à mettre en avant le problème de l'unité syndicale. Pas une fabrique, pas une usine, pas une réunion ouvrière ne doivent être oubliées, partout doit se faire entendre la protestation contre la tactique d'Amsterdam. Il faut que le problème de la scission syndicale soit posé devant chaque syndiqué et il faut qu'il soit posé, non seulement à un moment où la scission est imminente, mais alors qu'elle est à peine amorcée. La question de l'exclusion des communistes du mouvement syndical doit être mise à l'ordre du jour de tout le mouvement de chaque pays en cause. Les communistes sont assez forts pour ne pas se laisser étrangler sans mot dire. La classe ouvrière doit savoir qui est pour la scission et qui est pour l'unité.

27. L'exclusion des communistes après leur élection à des fonctions syndicales par des organisations locales ne doit pas seulement susciter des protestations contre la violence exercée à l'égard de la volonté des électeurs ; une telle exclusion doit provoquer une résistance organisée bien déterminée. Les membres exclus ne doivent pas demeurer dispersés. La tâche la plus importante des partis communistes consiste à ne pas permettre aux éléments exclus de se désagréger. Ils doivent s'organiser en syndicats d'exclus en mettant au centre de leur travail politique un programme concret et l'exigence de leur réintégration.

28. La lutte contre les exclusions est en fait une lutte pour l'unité du mouvement syndical. Ici, toutes les mesures sont bonnes, toutes les mesures qui aboutissent au rétablissement de l'unité détruite. Les exclus ne doivent pas demeurer isolés et coupés de toute opposition, pas plus que des organisations révolutionnaires indépendantes existant dans le pays en cause, en vue de l'organisation commune de la lutte contre les exclusions et pour la coordination de l'action dans la lutte contre le capital.

29. Les mesures pratiques de lutte peuvent et doivent être complétées et modifiées en conformité avec les conditions et particularités locales. Il est important que les partis communistes prennent nettement une position anti-scissionniste de combat et fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour tenir en échec la politique des exclusions qui s'est sensiblement renforcée en relation avec le commencement de la fusion des Internationales II et 2 1/2. Il n'existe pas de moyens et méthodes universels et définitifs dans la lutte contre les exclusions. Sous ce rapport, les partis communistes ont la possibilité de lutter par les moyens qui sont à leurs yeux les meilleurs pour arriver à ce but : la conquête des syndicats et le rétablissement de l'unité syndicale détruite.

30. Les communistes doivent développer la lutte la plus énergique contre l'exclusion des syndicats révolutionnaires du sein des Fédérations Internationales par industrie. Les partis communistes ne peuvent et ne doivent pas demeurer spectateurs passifs de l'exclusion des syndicats révolutionnaires, pour la seule raison qu'ils sont révolutionnaires. Les comités internationaux de propagande par industrie, créés par l'Internationale Syndicale Rouge, doivent trouver le soutien le plus ardent de la part des partis communistes, de façon à grouper toutes les forces révolutionnaires existantes dans le but de lutter pour les fédérations internationales uniques par industrie. Toute cette lutte doit se faire sous le drapeau de l'admission de tous les syndicats, sans distinction de tendance, sans distinction de courants politiques, dans une organisation internationale unique d'industrie.

Conclusion

Poursuivant son chemin vers la conquête des syndicats et la lutte contre la politique scissionniste des réformistes, le 4^e Congrès de l'Internationale Communiste déclare solennellement que toutes les fois que les gens d'Amsterdam n'auront pas recours aux exclusions, toutes les fois qu'ils donneront aux communistes la possibilité de lutter idéologiquement pour leurs principes au sein des syndicats, les communistes lutteront en membres disciplinés dans les rangs de l'organisation unique, marchant toujours en avant dans toutes les collisions et dans tous les conflits avec la bourgeoisie.

Le 4^e Congrès de l'Internationale Communiste déclare que tous les partis communistes doivent faire tous leurs efforts pour empêcher la scission dans les syndicats, qu'ils doivent faire tout ce qui dépend d'eux pour reconstituer l'unité syndicale détruite dans certains pays, et obtenir l'adhésion du mouvement syndical de leurs pays respectifs à l'Internationale Syndicale Rouge.